

Arrêt

n°146 108 du 25 mai 2015
dans l'affaire X/ VII

En cause : X

Ayant élu domicile : X

contre :

**l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de
la Simplification administrative**

LE PRESIDENT F.F. DE LA VIIème CHAMBRE,

Vu la demande de mesures urgentes et provisoires introduite le 23 mai 2015 par X qui déclare être de nationalité congolaise, visant à « *d'interdire l'expulsion de la requérante jusqu'à ce qu'il soit statué sur sa demande d'annulation introduite à l'encontre de l'ordre de quitter le territoire pris en son (sic) encontre le 05 mars 2015* »

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu l'arrêt n° 146 104 du 24 mai 2015 qui rejette cette demande.

Vu la notification de l'arrêt n° 146 104 aux parties.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

Considérant qu'une erreur matérielle s'est glissée dans les visas de l'arrêt n° 146 104 du 24 mai 2015 et qu'il convient de la rectifier d'office de la manière indiquée au dispositif du présent arrêt.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

Dans l'arrêt n° 146 104 du 24 mai 2015, le visa concernant la comparution des parties à l'audience est remplacé par le visa suivant :

« Entendu, en leurs observations, Me C. KABONGO MWAMBA *loco* Me. P. TSHIMPAGILA, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me I. SCHIPPERS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse ».

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-cinq mai deux mille quinze par :

Mme C. DE WREEDE,

Mme S. WOOG

Le greffier,

S. WOOG

Président f. f., juge au contentieux des étrangers

Greffier assumé.

Le président,

C. DE WREEDE